



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 138 /DDPP/2020

portant arrêté de mise en demeure et suspension d'activités par mesures d'urgence au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement

Le Préfet de la Loire

Vu le titre 7 du livre I du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L 171-7 ;

Vu l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

Vu l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 applicable aux installations relevant de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2014 prescrivant notamment à l'entreprise la production d'une étude de dangers ;

Vu l'Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 23 avril 2018 visant à la mise en conformité du site ;

Vu l'Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 11 février 2020 visant notamment à la production d'une étude d'impacts et d'une étude de dangers ;

Vu l'Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 26 mars 2020 visant à la production des documents permettant de s'assurer que l'arrêt temporaire du site a été réalisé dans des conditions de sécurité acceptables pour l'environnement naturel et humain du site ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} avril 2020, établi à la suite d'une visite d'inspection du même jour, constatant que les sociétés Chromage Industriel du Centre et VNS sises à SAINT ETIENNE, 3 rue de Dunkerque sont exploitées sans avoir satisfait aux prescriptions des arrêté ministériel et arrêtés préfectoraux susvisés

Considérant que le site est classé sous le régime de l'autorisation avec statut SEVESO Seuil Bas pour stockage et emploi de substances chimiques présentant un caractère de toxicité aiguë pour la santé et, en sus, de danger pour l'environnement aquatique, dans un environnement urbain et à proximité immédiate de la rivière Le Furan ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de mettre en œuvre toutes les dispositions techniques et organisationnelles permettant de garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, et notamment en ce qu'elle présente des dangers pour la sécurité en en justifiant pas d'une maîtrise suffisante du risque incendie ;

Considérant que l'exploitant n'a pas fait la preuve de sa capacité à maîtriser les dangers qui pourraient survenir dans ses installations du fait notamment de la non production de l'étude de dangers exigée et de la non prise en compte des risques liés au fonctionnement du site

Considérant que les conditions actuelles de fermeture temporaire et exploitation intermittente des installations de traitement de surface ne permettent pas de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, en particulier la sécurité vis à vis des risques technologiques et notamment du risque incendie ;

Considérant l'urgence de la situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La société CHROMAGE INDUSTRIEL DU CENTRE est mise en demeure de justifier de sa capacité à maîtriser les risques liés à l'exploitation de ses installations, y compris en période de fermeture ou de fonctionnement en mode dégradé par la production des documents suivants :

- sous un délai maximal de 8 jours les procédures justifiant du respect de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé
- sous un délai maximal de 15 jours, le bilan du plan d'actions prescrit par l'arrêté préfectoral du 23 avril 2018 susvisé
- sous un délai maximal de 1 mois les justificatifs de réalisation des travaux prévus au plan d'action prescrit par l'arrêté préfectoral du 23 avril 2018 susvisé
- sous un délai maximal de 3 mois les justificatifs de l'installation sur site d'un dispositif de détection incendie reporté sur une astreinte interne ou externe au site

ARTICLE 2 :

Pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique et l'environnement du site, les activités de traitement de surface (nickelage et chromage) de la société CHROMAGE INDUSTRIEL DU CENTRE et de la société hébergée sur site VNS, relevant de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées sont suspendues à compter de la notification du présent arrêté et jusqu'au constat par l'inspection du respect de l'ensemble des dispositions de l'article 1 ci-avant.

ARTICLE 3 :

A défaut de procéder, dans les délais prévus, aux dispositions des articles 1 et 2 du présent arrêté, il sera fait application des sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 4 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 5 :

En application des dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr

ARTICLE 6 :

Le secrétaire général de la Préfecture de la Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement par intérim, chargé de l'inspection des installations classées, le directeur départemental de la protection des populations et le maire de Saint Etienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 02 avril 2020
Pour le Préfet, par délégation,
Le secrétaire général,
Thomas Michaud

